

FRANCE

La désunion fait la force



La guéguerre des rouges: Clémentine Autain, entourée de Jean-Luc Mélenchon et d'Olivier Besancenot.

Profusion de candidatures pour l'élection présidentielle de 2007. Le triomphe du chacun pour soi n'est pas sans danger pour la gauche de la gauche.

Plus c'est gros, mieux ça passe. Pour lancer sa campagne, Dominique Strauss-Kahn avait invité la presse dans la ville populaire de la banlieue parisienne dont il est l'adjoint au maire. "C'est ici à Sarcelles que j'ai appris à servir les plus défavorisés", a déclaré l'ancien avocat d'affaires et ministre de l'économie du gouvernement Jospin. Selon de nombreux observateurs de la vie politique, la question sociale sera au cœur de la campagne pour l'élection présidentielle de 2007. L'ensemble des candidates et candidats se sentent par conséquent obligés de se poser en défenseurs des couches populaires.

La concurrence est rude au sein du PS pour la désignation à la candidature socialiste. Sous la pression de la concurrence, Lionel Jospin et Jack Lang ont déjà jeté l'éponge. Restent en lice: Dominique Strauss-Kahn, Ségolène Royal et Laurent Fabius. Alors que Fabius a adopté un profil résolument à gauche en se proclamant le candidat du pouvoir d'achat et de l'augmentation du salaire minimum, Royal fait tout pour éviter les sujets qui fâchent. La favorite des sondages préfère se cantonner à des généralités et soigner son profil de nouvel espoir du PS.

Fantôme politique

Emmanuel Todd fait une analyse décapante du phénomène Ségolène Royal. Le sociologue la qualifie de "fantôme politique" et de "candidate du vide qui a été fabriquée par le vide et qui n'est pas vraiment responsable de ce qu'elle est aujourd'hui." Todd insiste sur les conditions de la fabrication de la candidate Royal. "Un grand hebdomadaire et des sondages d'opinion, à eux seuls, tentent de faire croire que Royal existe. Ils l'ont désignée sans programme. C'est une sorte de putsch."

Contrairement à Royal, Fabius a décidé de conquérir le parti socialiste par la gauche. Mais la rapidité de sa conversion à la critique du néolibéralisme surprend, voire déroute dans les rangs des socialistes. Premier mi-

nistre du "tournant de la rigueur" en 1984, il a été pendant longtemps soupçonné de complaisance envers le libéralisme économique. Mais en 2004, il a brusquement changé son fusil d'épaule en se prononçant contre le projet de constitution européenne.

Un jeu de mots cruel est attribué à François Mitterrand à propos de son ancien Premier ministre: "Dans Fabius il y a abusif". Perpétuellement soupçonné d'opportunisme, Fabius peut cependant s'appuyer sur l'expérience catastrophique de la campagne centriste de Jospin en 2002. Celle-ci lui donne un argument de poids pour affirmer qu'une campagne présidentielle se gagne à gauche. Et avant de penser au deuxième tour, il faut rassembler son électorat au premier tour. En 2002, la petite phrase de Jospin "Mon programme n'est pas socialiste" avait démoralisé une partie significative de la base socialiste.

"Il n'y a pas de sauveur suprême, ni Dieu, ni César, ni tribun". Il y a deux siècles, l'Internationale mettait en garde contre les hommes providentiels. Aujourd'hui, l'exhortation du chant du mouvement ouvrier ne tombe pas dans des oreilles réceptives chez les militantes et militants de la gauche antilibérale. Le choix du candidat qui doit les représenter divise la galaxie de partis politiques et de mouvements sociaux à gauche du Parti socialiste.

Dea ex machina

En 2005, les militants des collectifs unitaires contre le projet de constitution européenne avaient fait sensation en menant une puissante campagne de terrain contre le texte constitutionnel. Une grande partie d'entre eux se retrouve aujourd'hui dans les près de 600 collectifs locaux qui militent pour une candidature unique des nonistes les plus à gauche. Aussi bien le Parti communiste que les trotskistes de la Ligue communiste révolutionnaire, la gauche des Verts autour de Francine Bavay et les amis du socialiste Jean-Luc Mélenchon s'accordent pour dire que l'union

fait la force. Des bonnes intentions à la candidature unitaire, le chemin est cependant semé d'embûches.

La communiste Marie-George Buffet, le militant altermondialiste José Bové ou le trotskiste Olivier Besancenot se verraient bien en chef de file des collectifs unitaires. Le problème est que chacun de ces candidats possibles suscite des blocages insurmontables chez ses alliés et néanmoins concurrents. Aux yeux des trotskistes de la LCR, Buffet a le tort d'être la secrétaire générale du Parti communiste, tandis que les militants du PC ne se sentent guère d'affinités pour Besancenot ou José Bové. Le premier est soupçonné de gauchisme aigu, tandis que le leader paysan Bové est vu comme trop éloigné des préoccupations des salariés. Les états-majors du PC et de la LCR craignent en outre que l'ego surdimensionné de Bové ne le rende incontrôlable une fois la campagne lancée.

La surprise pourrait venir d'une jeune inconnue, Clémentine Autain. La fondatrice de l'association féministe MixCité et adjointe à la mairie de Paris s'est portée volontaire pour devenir la championne des antilibéraux. Sa déclaration de candidature n'a pas manqué d'humour: "Je mesure mes handicaps: je suis jeune, je suis femme, et en plus, je suis blonde!". Mais sa candidature permettrait peut-être de sortir du blocage au sein des collectifs unitaires. Sans affiliation politique et sans réseau de soutien indépendant, Autain serait une candidate faible, obligée de respecter scrupuleusement l'équilibre entre les différentes composantes de la mouvance antilibérale. Elle serait ainsi acceptable à la fois par le PCF, la LCR et les minoritaires des Verts.

La gauche antilibérale joue gros. Si elle ne parvenait pas à s'unifier derrière une candidature visible et crédible, elle laisserait un boulevard au Parti socialiste qui mènerait droit vers une bipolarisation de la vie politique française. Un but historique de la social-démocratie française serait ainsi atteint: la marginalisation complète de ses concurrents à gauche.

Adrien Thomas
Paris

Etudes abordables en sursis

"Un étudiant inscrit, c'est un étudiant qui a payé". C'est avec une certaine satisfaction que Rolf Tarrach, le recteur de l'Université du Luxembourg (UDL), a pu faire cette déclaration lors de sa conférence de presse de rentrée académique de ce mardi. C'est au moins une certitude, denrée rare à l'UDL, sur laquelle l'administration universitaire peut se reposer. S'agissant d'une éventuelle augmentation des frais d'inscription, Tarrach se montre toutefois plus prudent: "Je ne pense pas qu'il y en aura pour les deux prochaines années académiques". Par la suite, tout reste ouvert. D'ailleurs, une hausse des frais constituerait aux yeux du recteur un bon moyen pour limiter l'accès à certaines formations. Néanmoins, Rolf Tarrach estime qu'une telle hausse devrait être accompagnée "d'un bon système de bourses" et souhaite qu'un tiers des recettes provenant des frais d'inscription soit investi dans le financement de systèmes d'aides aux étudiants. Interrogé à propos de la campagne contre les frais d'inscription de l'Union nationale des étudiants du Luxembourg (UNEL), qui s'oppose à une université réservée à la "jeunesse dorée", le recteur a réagi de manière lapidaire: "L'UDL ne sera pas une université pour riches. Mais il est normal que les étudiants disent leur opinion".

Klimaschutz in Luxemburg: unverbesserlich

Weil Luxemburg weder seine Strategien noch seine Prognosen in Sachen CO₂-Emissionen mitgeteilt hat, wird es von der EU-Kommission vor dem Europäischen Gerichtshof verklagt. Versucht Umweltminister Lucien Lux, sich davor zu drücken, seine Prognosen nach Brüssel zu melden? In seiner Eröffnungsrede zur Ökofoire hatte er jedenfalls kaum mehr zu sagen, als dass die nationalen Potenziale begrenzt seien und das Großherzogtum auf Klimaschutzmaßnahmen in Entwicklungsländern setze. Er werde in Brüssel auf die "extravagant spezifische" Lage Luxemburgs hinweisen, so Lux. Das scheint schief gegangen zu sein.

Nächste Woche: Psychiatriereform

Erstmals besuchte Gesundheitsminister Mars Di Bartolomeo einzelne Psychiatriestrukturen, um sich den Stand der Umbauten und Reformen vor Augen zu führen, die unter dem Credo "Dezentralisierung" und "Ausbau ambulanter Strukturen" stehen. Wie die einzelnen Akteure die Reformbemühungen bewerten und was es noch zu tun gibt, das behandelt die Woxx in ihrer nächsten Ausgabe.

Kurzschluss

Wie schon berichtet, hat in den letzten Wochen das woxx-Team so einiges auszuhalten. Bauarbeiten direkt über unserer Redaktion, das aufdringliche Geräusch von Pressluft- und Abrisshammer, machen das tägliche Arbeiten zu einem Nervenkrieg. Nach zermürenden Wochen erwies sich selbst autogenes Training oder das Experiment Krach mit Lärm zu vergelten, indem einzelne RedakteurInnen mit Hilfe von Kopfhörern und Mozart-Libretti versuchten die Geräuschkulisse zu überspielen, als nutzlos. Alle Lärmschutzvorkehrungen wie etwa die Flucht in ein nahes Café, waren auch deshalb letztlich umsonst, da sie nicht verhindern konnten, dass die Bauarbeiten regelmäßig den Stromkreislauf des Computersystems lahmlegten und somit das Erscheinen der woxx ernsthaft gefährdeten. Auch das Fugenfräsen unserer Nachbarn erwies sich als heimtückischer als erwartet: Bevor die Beleuchtung gänzlich den Geist aufgab, wurden die RedakteurInnen mit einem regelrechten Funkenregen aus dem Stromkreis der Deckenlampen beglückt. Wahrscheinlich, wo gehobelt wird, da fallen Späne. Ein Kurzschluss, der der Arbeit an diesem Tag ein jähes Ende setzte.